

L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016

Date de convocation : 02 février 2016

Affiché le : 11 février 2016

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2

Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2

Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Joël BOTREAU – Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD – Yvette GUIOU à Bruno GANDON – Pauline DREANO à Serge ANDRIEU – Bernard BOSSAN à Franck DUPAS – Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE – Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN – Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD – Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS – Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER – Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS – Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN – Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET – Karine GUEZ – Eric UGHETTO – Jean-Paul ANRES – Joseph BERNHARDT – Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Michel JOUVE

Délibération n°15-16

Direction des ressources et des moyens – Service financier

Objet: Dispositif de conditionnement des garanties d'emprunt accordées aux bailleurs sociaux à l'utilisation des clauses d'insertion

Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016

Délibération n°15-16

Direction des ressources et des moyens – Service financier

Objet: Dispositif de conditionnement des garanties d'emprunt accordées aux bailleurs sociaux à l'utilisation des clauses d'insertion

Le Conseil de communauté,

Vu les statuts de la CoVe définissant l'exercice de la compétence « Équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire »,

Vu les articles L 2252-1, L 2252-2, L 5111-4 et L 5216 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la délibération n°7-14 du Conseil de communauté du 3 mars 2014 approuvant le deuxième programme local de l'habitat (période 2014-2020) et détaillant les mesures prises en application de ce PLH, visant à encourager le développement de l'offre de logements,

Vu la délibération n°190-15 du Conseil de communauté du 14 décembre 2015 autorisant le président de la CoVe à mettre à disposition un local au CIE 84 pour exercer la mission de facilitateur des clauses d'insertion sociale,

Considérant l'intérêt pour la CoVe, dans sa stratégie de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, de formaliser un engagement contractuel avec les bailleurs sociaux afin qu'ils intègrent systématiquement une clause d'insertion dans les marchés passés pour les opérations de construction neuve et de réhabilitation de logements sociaux réalisées sur notre territoire,

Vu l'avis de la commission des finances du 20 janvier 2016,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué au développement économique, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré, par un vote à la majorité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'INTÉGRER dans les conventions de garantie d'emprunt que la CoVe passe avec chaque bailleur social sollicitant cette garantie, un article ainsi rédigé :

Article 9 :

La CoVe dans sa stratégie de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion a décidé de promouvoir l'insertion sociale par l'activité économique dans ses marchés publics. Afin d'inciter ses partenaires à s'engager également en ce sens, la collectivité a acté par délibération en date du 8 février 2016, sa décision de soumettre l'octroi de toute garantie d'emprunt à la condition, pour chaque organisme de logement social, de s'engager à son tour dans cette démarche.

Pour répondre à cet engagement, le bénéficiaire de la garantie s'engage, dans le cadre de la présente opération, à :

- faire exécuter au moins 5% des heures totales travaillées par des personnes rencontrant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle,*
- collaborer avec le facilitateur partenaire de la CoVe, pour élaborer et finaliser le contenu de cette clause, et permettre le suivi de la mise en application de celle-ci par les entreprises attributaires des marchés.*

Article 2 : DE DIRE que le modèle de convention de garantie intégrant ce nouvel article sera mis en œuvre dès la prochaine garantie accordée.

Transmis en préfecture le **1 1 FEV. 2016**

Publication par affichage le : **1 1 FEV. 2016**

Exécutoire le : **1 1 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Pour le président et par délégation,
Le directeur général des services

Laurent MARTEAU



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.